

DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION AU TITRE DES ARTICLES L.181-1 ET SUIVANTS DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT



Département de Vaucluse – Communauté de Communes
Aygues Ouvèze en Provence

Note de présentation et résumé non
technique

Démolition et reconstruction de la
station d'épuration de la commune de
Camaret-sur-Aigues

Version	Date	Objet	Rédaction	Validation	
4	15/05/2025	Modifications suites aux échanges avec la DDT	CPZ	CPZ	AL-10501
2	16/10/2024	Compléments suite aux demandes de la DDT du 7 août 2024	MGN	CPZ	
1	28/02/2024	Création	MGN	CPZ	





TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES.....	3
PREAMBULE	4
NOTE DE PRESENTATION ET RESUME NON TECHNIQUE.....	7



PREAMBULE

> Présentation du projet

La **Communauté de Communes Aygues Ouvèze en Provence (CCAOP)** assure la compétence eau et assainissement au travers d'un contrat de prestation de service.

La station d'épuration actuelle est située sur la commune de Camaret-sur-Aigues. Elle a été construite et mise en service en 1978 pour une capacité de **55 000 EH** (3 300 kg DBO₅/j), et elle est de type **boues activées faible charge**.

L'exploitation de la station d'épuration est autorisée par l'**Arrêté préfectoral n°84-2020-00400 en date du 27 avril 2021**.

La CCAOP a fait réaliser un Schéma Directeur d'Assainissement sur l'ensemble de son territoire en 2012 et il a été mis à jour par EGIS en 2021.

Le SDAEU a conclu que, la station d'épuration est en forte sous-charge de pollution et hydraulique. Les effluents agroalimentaires reçues par la station sont, aujourd'hui, en forte baisse, ce qui conduit à une nécessaire réévaluation des charges. Par ailleurs, les ouvrages sont vieillissants et présentent des pathologies au niveau du Génie Civil nécessitant des réparations sur de nombreux ouvrages ainsi que des travaux d'amélioration et de remise en état des équipements.

Compte tenu de l'âge des ouvrages, de leur état, du fait qu'il apparaît difficile de garantir l'intégrité des ouvrages à moyen terme, même après réalisation des travaux de réfection préconisés, et du coût qui serait généré par les différents travaux à réaliser, le scénario de réhabilitation de la station d'épuration n'a pas été retenu. Il est donc prévu la reconstruction de la station d'épuration.

Le Cabinet Gaxieu a effectué une visite de la station et a confirmé ce diagnostic.


Dans ce cadre, la CCAOP a confié la Maitrise d'Œuvre pour la démolition et la reconstruction de cette nouvelle station d'épuration sur la commune de Camaret-sur-Aigues au groupement **GAXIEU** (mandataire) / **Mathieu Collos Architecture**.

Il est ainsi prévu de démolir et de reconstruire une nouvelle station d'épuration sur un autre site, en diminuant la capacité nominale de traitement de **50 000 EH** à environ **27 500 EH**. La reconstruction de la station de Camaret-sur-Aigues s'accompagne d'un programme de réhabilitation et de renaturation du site actuel.

Une **étude de faisabilité** a été réalisée pour le **Maitre d'œuvre GAXIEU** en septembre 2023, ce qui a permis de préciser, relativement à l'évolution de la population et des activités à l'horizon 2050, le site d'implantation et la filière épuratoire pour la reconstruction de la station d'épuration.

> Contexte réglementaire

- L'opération n'est pas soumise à la nomenclature **Installations Classées pour la Protection de l'Environnement** (ICPE) au titre de la rubrique 2752 car la charge



des eaux résiduaires industrielles en provenance des installations classées autorisées est inférieure à 70 % de la capacité de la station d'épuration pour le paramètre DCO.

- Le programme de travaux envisagés relève du champ d'application des articles L.214-1 et suivants du Code de l'Environnement et notamment des rubriques suivantes de la nomenclature Eau annexée à l'article R.214-1 du Code de l'Environnement : **1.1.1.0, 1.1.2.0, 2.1.1.0, 2.1.5.0, 2.2.1.0., 2.2.3.0 et 3.1.5.0**
- L'opération prévoit de légers travaux en rivière. Il s'agira d'un changement de buse pour le rejet des eaux usées.
- L'opération prévoit la **démolition de l'actuelle station d'épuration**. La gestion des déchets issus de la démolition est concernée par **l'article L541-1-II2° du Code de l'Environnement** permettant d'assurer une hiérarchie dans les modes de traitement des déchets.

L'opération est donc soumise à **demande d'autorisation environnementale au titre de l'article L.181-1-1° du Code de l'Environnement**.


Par ailleurs, comme le précise la catégorie de projet n°24 du tableau annexé à l'article R.122.2 du Code de l'Environnement, les projets « *systèmes d'assainissement dont la station de traitement des eaux usées est comprise entre 10 000 EH et 150 000 EH* » font l'objet d'une **demande d'examen au cas par cas** pour savoir s'ils sont soumis ou non à **étude d'impact**. Le projet de démolition et reconstruction de la STEP de Camaret-sur-Aigues porté par la CCAOP, a fait l'objet d'une demande d'examen au cas par cas déposée le **08 janvier 2024** auprès de l'Autorité Environnementale.

Par arrêté du **19 février 2024**, l'Autorité Environnementale a conclu à **une dispense d'étude d'impact pour le projet démolition et reconstruction de la STEP de Camaret-sur-Aigues**.

➤ Contenu de la demande d'autorisation environnementale

Conformément à l'article R.181-13 du Code de l'Environnement, la demande d'autorisation environnementale comporte **les éléments communs** suivants :

- 1) La présentation du demandeur : dénomination ou raison sociale, forme juridique, numéro de SIRET, adresse du siège social, qualité du signataire de la demande ;
- 2) La localisation du projet accompagné d'un plan de situation du projet à l'échelle 1/25 000, ou, à défaut au 1/50 000 ;
- 3) Un document attestant que le pétitionnaire est le propriétaire du terrain ou qu'il dispose du droit d'y réaliser son projet ;
- 4) Une description de la nature et du volume de l'activité, l'installation, l'ouvrage ou les travaux envisagés, de ses modalités d'exécution et de fonctionnement, des procédés mis en œuvre, ainsi que l'indication de la ou des rubriques des nomenclatures dont le projet relève. Elle inclut les moyens de suivi et de surveillance, les moyens d'intervention en cas d'incident ou d'accident ainsi que les conditions de remise en état du site après exploitation et, le cas échéant, la nature, l'origine et le volume des eaux utilisées ou affectées ;

- 
- 5) Une étude d'incidence réalisée conformément à l'article R.181-14 du Code de l'Environnement ;
 - 6) Les éléments graphiques, plans ou cartes utiles à la compréhension des pièces du dossier, notamment de celles prévues par les 4° et 5° ;
 - 7) Une note de présentation non technique.

Conformément à l'article D.181-15-1 du Code de l'Environnement, les **éléments complémentaires** suivants sont joints à la demande d'autorisation environnementale :

- Une description du système de collecte des eaux usées ;
- Une description des modalités de traitement des eaux collectées ;
- Les modalités de fonctionnement des déversoirs d'orage.

Le présent dossier a donc pour objet de présenter, relativement à l'évolution de la population et des activités à l'horizon 2050, la filière épuratoire de la future station d'épuration de Camaret-sur-Aigues ; et de s'assurer de l'incidence positive sur le milieu récepteur.



NOTE DE PRESENTATION ET RESUME NON TECHNIQUE

> Contexte :

La Communauté de communes Aygues Ouvèze en Provence est actuellement dotée d'une station d'épuration traitant les eaux usées collectées sur le territoire de la commune de Camaret-sur-Aigues. Cette station d'épuration est de type boues activées et présente une capacité nominale de 55 000 équivalents habitants (EH). La station est conforme, mais elle est en forte sous-charge hydraulique et polluante et ses ouvrages sont vétustes.

Le schéma directeur d'assainissement de la Communauté de Communes Aygues Ouvèze en Provence prévoit une reconstruction de la station d'épuration permettant d'atteindre les objectifs d'épuration et de tenir compte de l'évolution de la population. Ainsi, il est prévu de construire une nouvelle station d'épuration avec une capacité à 27 500 EH.

> Demandeur :

La présente déclaration pour la station d'épuration de la Communauté de Communes Aygues Ouvèze en Provence est déposée par :

Monsieur Le Président
MERLE Julien

Communauté de Communes Aygues Ouvèze en Provence

252 rue Gay Lussac ZAE, Jonquier et Morelles,
84850 Camaret-sur-Aigues

Tél. 04 90 29 46 10

SIRET n° 248 400 160 00094

➤ Localisation

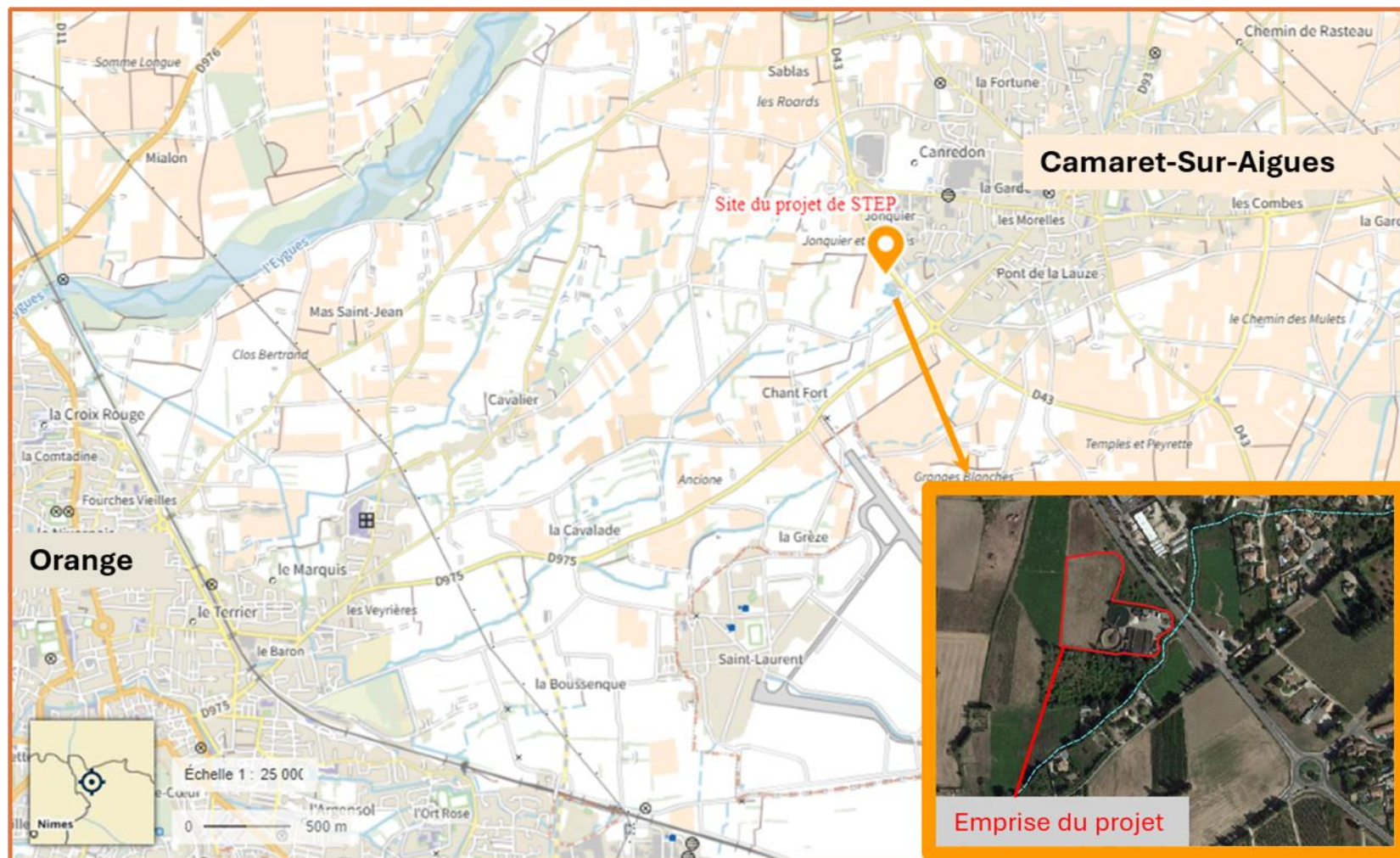



Figure 1 : Plan de situation du projet sur la STEP de Camaret-sur-Aigues, à l'échelle 1 : 25 000 (source : Géoportail)

➤ **Rubrique Loi sur l'Eau :**

Les rubriques concernées par le projet sont les suivantes :

Tableau 1 : Nomenclature « Loi sur l'Eau », Titre II-Rejet, articles L.214-1 à L.214-6 du Code de l'Environnement

Rubrique	Nature de l'opération concernée par la rubrique	Caractéristiques du projet	Régime applicable au projet
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau (D).	✗ Piézomètre temporaire de suivi de la nappe souterraine prévu en amont de la période de travaux	Déclaration
2.1.1.0	Systèmes d'assainissement collectif des eaux usées et installations d'assainissement non collectif destinés à collecter et traiter une charge brute de pollution organique, au sens de l'article R. 2224-6 du code général des collectivités territoriales : ✓ Supérieure à 600 kg de DBO5 (A) ✓ Supérieure à 12 kg de DBO5, mais inférieure ou égale à 600 kg de DBO5 (D)	Station d'épuration d'une capacité nominale de 1 650.0 kg DBO5/j	Autorisation
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : ✓ Supérieure ou égale à 20 ha (A) Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D)	Surface totale projet = 1.60 ha (Bassin versant topographique) supérieure à 1 ha et inférieure à 20 ha	Déclaration
3.1.4.0.	<i>Consolidation ou protection des berges, à l'exclusion des canaux artificiels, par des techniques autres que végétales vivantes :</i> ✓ Sur une longueur supérieure ou égale à 200 m (A) ; Sur une longueur supérieure ou égale à 20 m mais inférieure à 200 m (D).	Longueur d'artificialisation d'environ 3 m en 2 points soit un linéaire total de 6 m	Non concerné
3.1.5.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités, dans le lit mineur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens, ou dans le lit majeur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères de brochet : ✓ Destruction de plus de 200 m² de frayères (A) ✓ Dans les autres cas (D)	Dimensions des ouvrages de rejet similaires à l'existant. Travaux légers de pose de buse et d'enrochements dans le lit mineur : sans incidence	Déclaration
3.3.1.0	Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides, la zone asséchée ou mise en eau	Pas de zones humides	Non concerné



Compte tenu des caractéristiques du système d'assainissement, la procédure applicable est donc celle de la **procédure d'autorisation** en application de la Loi sur l'Eau aujourd'hui codifiée aux articles L.214-1 à 214-6 du Code de l'Environnement.

➤ **Projet, incidences et mesures :**

La nouvelle station d'épuration permettra de traiter les charges hydrauliques ainsi que les charges polluantes collectées par les réseaux d'assainissement collectif.

Le Mayre de Cagnan, milieu récepteur actuel de la station d'épuration, constituera également le milieu récepteur des eaux usées traitées de la future station d'épuration de la commune de Camaret-sur-Aigues. Les performances attendues seront conformes à la réglementation en vigueur et permettront de maintenir la qualité des eaux rejetées.

L'analyse des risques, des contraintes et des incidences de l'opération ont démontré des impacts minimes voire nuls sur les plans visuels, olfactifs et sonores. Le risque d'inondabilité du site a été étudié et il sera pris en compte tant au moment des travaux que dans le dimensionnement des bâtiments que dans l'installation des équipements.

Enfin, l'opération et les travaux qui en découlent ne présentent pas d'effets néfastes ou dégradants pour la faune et la flore environnante. Le cas échéant, toutes les mesures seront prises pour limiter un éventuel impact.

L'opération est compatible avec les orientations du SDAGE.